

L'Etat français est-il aujourd'hui en passe de devenir totalitaire ?

Sans doute cette question paraîtra-t-elle, à première vue, oiseuse à beaucoup d'entre vous, et facile à balayer d'un revers de manche. Ne sommes-nous pas effet, la patrie de la liberté ? Tous nos dirigeants politiques, de droite comme de gauche, ne clament-ils pas haut et fort (et sincèrement, en plus) leur attachement aux principes de la déclaration des Droits de l'homme ? Craignons-nous que des hommes en noir viennent nous arrêter chez nous en pleine nuit pour nous faire disparaître ? N'avons-nous pas le droit, comme ce post en témoigne d'ailleurs, de dire tout ce qui nous passe par la tête sans risquer d'être poursuivis ? Ne vivons-nous pas dans un régime démocratique, avec une alternance politique rythmée par des élections libres ? Les opposants politiques sont-ils emprisonnés et torturés ?

Devant une telle accumulation d'évidences, il ne me reste bien sûr qu'à battre piteusement en retraite. Comme puis-je même oser poser une question aussi inepte ? De hurluberlus comme moi, il faudrait leur faire suivre un stage de sensibilisation aux droits de l'homme, pour bien leur faire comprendre la différence entre une vraie démocratie comme la France et une vraie dictature comme la Corée du Nord, non ?

Mais quand même, j'ai quelques doutes que j'aimerais partager avec vous.

Je voudrais résumer le propos qui suit par la formule suivante : l'Etat français, aujourd'hui, c'est un peu le contraire du Canada Dry.

Vous savez, le Canada Dry, cette boisson qui « est dorée comme l'alcool, dont le nom sonne comme un nom d'alcool... mais qui n'est pas de l'alcool. »

Hé bien l'Etat français, c'est un peu pareil : il porte les couleurs de la démocratie, son nom sonne comme celui d'une démocratie... Mais il est en train de se transformer un Etat totalitaire.

Comment puis-je en arriver à formuler une affirmation aussi contre-intuitive ?

Tout d'abord, je voudrais poser la définition de ce que j'entends par « Etat totalitaire » : c'est un Etat qui prétend diriger et contrôler la totalité de la vie de ses administrés dans toutes ses dimensions et qui accessoirement réprime ceux qui s'opposent à ce projet.»

Donc dans l'acception que j'en propose et qui me semble bien correspondre au sens littéral du mot, un Etat « totalitaire » ne se définit pas tant par l'existence d'une police politique et de camps de concentration (ça, c'est un Etat autoritaire ou dictatorial) que par son projet de tout contrôler et de tout diriger.

Selon cette définition, l'Etat français est bien actuellement caractérisé par une tendance structurelle à l'émergence d'un totalitarisme.

Tout d'abord parce qu'il contrôle et dirige une part de plus en plus importante de nos comportements, même si il réaffirme constamment comme un mantra son caractère libéral et bienveillant. Cette tentation totalitaire-là repose selon moi sur quatre piliers :

- Le premier est la hausse constante de la pression fiscale, qui est passée, rappelons-le, d'environ 10 % du Pib il y a un siècle à près de 50 % aujourd'hui – et même à plus de 50 % si on raisonne en terme non de prélèvements obligatoires mais de dépense publique. Si l'on ajoute à cette envolée spectaculaire celle de toutes les autres dépenses incompressibles destinée à payer les « services » rendus par de grands oligopoles ayant de facto plus ou moins partie liée avec le Moloch étatique (banque, assurances, énergie, etc.), le résultat est tout simplement que la somme résiduelle disponible pour les dépenses « non contraintes » - acheter les vêtements qu'on veut, partir en vacances où on

veut, aller au restaurant si on veut – devient de plus en limitée. Et pour beaucoup de gens d'ailleurs, cela signifie tout simplement « ne plus partir en vacances, ne plus aller au restaurant et ne plus s'acheter de jolis vêtements une fois qu'on a payé les impôts et les assurances ». De ce point de vue, la réduction de la liberté de choix économique devient, au-delà d'un certain seuil, une réduction de la liberté tout court, quand on ne peut plus sortir de chez soi ni se déplacer parce qu'on n'a pas d'argent pour ça. Une sorte de couvre-feu économique, si l'on veut.

- Mais l'Etat ne se contente pas en fait de réduire le budget disponible par la hausse de la fiscalité. Il se mêle également – et de manière croissante – d'orienter les dépenses soi-disant « libres » des ménages à travers un ensemble de réglementations, d'obligations ou d'interdictions : depuis la hausse continue des amendes pour toutes sortes de bonnes ou mauvaises raisons (excès de vitesse, stationnement interdit, recours aux services des TDS..) jusqu'aux obligations de plus en plus lourdes pesant sur ces salauds de propriétaires (sécurisation des ascenseurs, mise aux normes des logements pour location, encadrement des loyers, etc.).

- En troisième lieu, l'Etat n'est pas seulement totalitaire par ce qu'il prend et ce qu'il interdit, mais aussi par ce qu'il donne. Rappelons-nous ce sentiment de vide et de peur éprouvé par tant d'habitants de pays d'Europe de l'est après que la chute des démocraties populaires se fut concrétisée pour eux par le démantèlement de tous les systèmes d'aide à leur vie quotidienne (depuis les cartes de rationnement jusqu'aux retraites en passant par l'emploi garanti) qu'avaient mis en place ces Etats. Nous aussi, en France, nous nous sentons tous, de manière plus ou moins avouée, redevable de quelque chose à cet Etat bienveillant : une aide sociale, un logement HLM, un emploi douillet de fonctionnaire à vie... Et nous avons tous peur, plus ou moins confusément, que l'affaiblissement de cet Etat ne se traduise par un tarissement de cette petite rente de situation autour de laquelle nous avons structuré nos vies... Bref, nous devenons, au fond de nous, par lâcheté, par confort, par égoïsme, un peu complices de cet Etat-Moloch.

- Enfin, comme tout régime totalitaire, l'Etat français fonde sa domination sur une idéologie cohérente. Bien sûr, il ne s'agit pas ici d'assurer la domination de la race supérieure en massacrant les autres races ou d'instaurer le communisme en détruisant les classes bourgeoises. Ici, ce n'est plus la fin qui est érigée au rang de dogme, c'est le moyen : en l'occurrence, un Etat magiquement paré de tous les pouvoirs pour résoudre les problèmes de la société. Il y a trop d'inégalités ? Augmentons les impôts sur les petits propriétaires et les cadres supérieurs !! Il y a trop de pollution ? Augmentons les impôts sur les gens qui vont travailler en voiture !! Il y a des violences contre les femmes ? Punissons d'une amende les types qui vont voir une TDS consentante !!! Bref, il suffit, croit-on en France, d'augmenter les impôts, d'instaurer une subvention et de voter une loi liberticide ou bureaucratique pour résoudre les problèmes !!!

Et le pire, c'est que le mouvement de décentralisation, au lieu d'alléger cette pression de l'Etat jacobin comme c'était son objectif affiché, a au contraire eu pour conséquence de la démultiplier à travers l'émergence, surtout dans les grandes métropoles, de décideurs politiques locaux qui n'ont cessé de transformer leur collectivité en une sorte de mini-Etat local, prétendant intervenir sur tout, et multipliant pour cela les réglementations et les taxations. Un peu comme des métastases cancéreuses de l'Etat totalitaire central, essaimant sur tout le territoire.

Bref, l'Etat français, avec ses compagnons de route les oligopoles de services et les grandes collectivités métropolitaines, est en train de prendre progressivement le contrôle d'une part de plus en plus grande

de nos vie, restreignant le domaine de nos libertés au rythme de la prolifération fiscale et réglementaire.

L'Etat français est donc selon moi bien en train de devenir un Etat totalitaire en sens de la mise sous contrôle de notre existence quotidienne.

Mais reste l'autre question : sommes-nous en train de devenir un Etat totalitaire au sens de la répression policière et de la négation des libertés politiques (bref, une dictature) ?

La première réponse, celle que j'ai mentionné au début de ce post, est « bien évidemment non : nous sommes une démocratie, un Etat de droit, la patrie des droits de l'homme, etc. » Et c'est vrai, on ne peut tout de même nier cela. Personne ne viendra m'arrêter ce soir pour le post que je publie ici.

Cependant, on ne peut nier non plus l'existence de plusieurs tendances extrêmement inquiétantes qui viennent, de manière parfois indirecte ou par un effet de « dommage collatéral », menacer gravement cet Etat de droit démocratique. J'en citerai particulièrement quatre :

- La première, c'est le développement de techniques de contrôle social d'une puissance jamais égalée, et qui permet à l'Etat d'à peu près tout savoir, en permanence, de nos opinions et nos faits et gestes : il sait où nous sommes grâce au bornage des téléphones portables ; il sait qui nous sommes grâce à la reconnaissance faciale ; il sait ce que nous faisons grâce à la surveillance vidéo : il sait ce que nous pensons grâce à la surveillance des réseaux sociaux ; il sait ce que nous gagnons et ce que nous achetons grâce à la possibilité d'accéder à nos comptes bancaires. Avec ces technologies surpuissantes, les nazis auraient pu arrêter en un quart d'heure tous les juifs qui se cachaient, et les staliniens auraient pu débusquer aussi rapidement tous les fils d'ennemis du Peuple qui avaient pris une fausse identité pour pouvoir survivre. Et aujourd'hui, Kim Jon un pourrait repérer tous les nord-coréens qui semblent faire une grimace en passant devant la statue géante de son grand-père. Bref, ces progrès technologiques créent les moyens de mettre en place un Etat plus totalitaire que jamais. C'est déjà largement d'ailleurs le cas en Chine. Mais, ce qui est effrayant, c'est que même dans un Etat supposément démocratique come la France, nos gouvernants semblent animés de l'ardeur irrépensible de mettre en œuvre ces techniques pour toutes sortes de bonnes raisons : traquer les automobilistes en excès de vitesse, verbaliser le stationnement interdit, repérer les fraudeurs fiscaux, surveiller les milieux extrémistes, réprimer la délinquance de rue... La résultante de toutes ces évolutions partielles étant bien entendu une mise en surveillance généralisée de la société...

- La seconde, c'est que l'Etat est devenu tellement puissant, tellement présent dans chaque aspect de nos existences que la moindre de ses décisions peut avoir des conséquences graves, voire dévastatrices sur nos libertés, même si cela n'était pas leur objectif. Rappelons-nos par exemple la séquence extrêmement dangereuse qui conduit d'une volonté de moralisation de la vie politique à une criminalisation des partis politiques d'opposition. Dans un premier temps, on établit des règles très strictes de financement public des partis pour éviter que ceux-ci n'aient recours à des circuits occultes et à la corruption pour financer leur activité. Cela revient en fait de facto, à faire financer les partis politiques par le budget de l'Etat. Mais les règles de ce financement sont, comme tout ce qui touche au budget de l'Etat, extrêmement strictes, voire rigide. Or les partis politiques ont, presque par définition, besoin d'une grande souplesse dans l'utilisation des fonds. Comme en plus les sommes allouées sont trop faibles par rapport à leurs besoin, ils vont tenter de recourir à toutes sortes d'acrobaties pour récolter un peu plus d'argent ou affecter les sommes reçues en fonction non de leur objet officiel, mais de leur besoins réels de fonctionnement. Ce faisant, ils prennent le risque quasi –

certain d'enfreindre la loi d'une manière ou d'une autre, sans que la probité de leurs dirigeants soit en cause. Moyennant quoi, les juges peuvent (avec ou sans ordre du pouvoir en place, avec ou sans intention de leur nuire politiquement) mettre à genoux de grands partis, décider de les priver des ressources absolument nécessaires à leur fonctionnement, perquisitionner leurs sièges, et inculper voire condamner leurs principaux dirigeants. C'est par exemple aujourd'hui – le hasard, convenez-en, est étrange – des deux principaux partis d'opposition (RN et LFI), qui représentent tout de même à deux, 35 % des intentions de vote aux prochaines européennes. Dans ces conditions, je ne vois pas bien ce qui, dans les faits, distingue la France de la Russie de Poutine, à part une subtile question d'intensité dans la répression des opposants...

- La troisième tendance est l'évolution des médias, qui par divers canaux, affaiblit de facto certains aspects du contre-pouvoir journalistique : crise financière de la presse d'opinion qui affaiblit de facto les moyens d'investigation des journalistes ; disparition des médias indépendants, tous rachetés par de grands groupes financiers... Bien sûr, il y a ici de fortes contre-tendances, comme la sacro-sainte garantie d'indépendance des rédactions, le développement des circuits d'information parallèles sur les réseaux sociaux... Mais comme ceux-ci sont effectivement bourrés de hoax et de propagande extrémiste, on prétend pour y remédier mettre en place des lois, qui, comme la récente loi sur les fake news, présentent elles-mêmes d'inquiétants aspects liberticides.

- La quatrième tendance, c'est la montée de nouvelles menaces, malheureusement bien réelles (terrorisme, discours de haine sur les réseaux sociaux..) qui poussent l'Etat à mettre en place de nouvelles interdictions et de nouveaux contrôles. Le problème, c'est que ceux-ci ont pour conséquence - que ce soit ou non de manière délibérés – de porter atteinte, par un effet collatéral, aux libertés mêmes qu'ils prétendent protéger. Pour reprendre le début de mon post, où je disais que nous n'avons pas à craindre que des hommes en noir viennent nous arrêter chez nous en pleine nuit, je ne suis pas entièrement sûr que cela reste tout à fait exact après le vote de la nouvelle loi sur le terrorisme...

Bref, nos libertés sont ainsi grignotées morceau par morceau. Et comme le Canada Dry, notre bel Etat démocratique prend peu à peu la couleur et la saveur d'un Etat totalitaire...

Fabrice Hatem

PS : je voulais initialement écrire ce texte sous la forme l'un conte drolatique ou d'un joli poème. Mais je suis tellement effrayé et découragé par ce qui se passe dans mon pays que je n'ai même pas eu le courage de le faire. Alors, au lieu d'une jolie oeuvre littéraire, j'ai écrit ce post politique un peu pesant. Simplement parce que je vois se développer autour de moi un climat de répression tous azimuts qui assèche mon imagination et tarit mon envie de vivre et de faire vivre des personnages imaginaires.